

L'Europe n'existe pas!

C'est depuis l'Inde, où il passait ses vacances, loin de l'Europe et des difficultés du secteur financier, que Vincent Derudder, expert européen réputé et bien connu des lecteurs de Point de Mire, nous avait adressé ces lignes. Nous étions alors à la fin du mois de février. A l'heure où l'Union Européenne affiche sans honte sa désunion à propos de l'insolvabilité notoire de certains de ses membres, où Bruxelles - ville clé de cette association chancelante - n'est plus que la capitale, depuis de long mois, d'un pays sans gouvernement, les réflexions du Président de la FECIF sont toujours de pleine actualité. Écoutons-le!



Vincent J. Derudder, 62 ans, est le Président de la FECIF (Fédération Européenne des Conseils et Intermédiaires Financiers). Basé à Bruxelles, FECIF représente 200,000 intermédiaires à travers 22 associations nationales. Voir à ce sujet PdM no 41.

Quand j'ai quitté Luxembourg la grande nouvelle, dans la presse européenne, était que les Français étaient plus pessimistes à propos de leur futur que les Afghans ou les Irakiens – peut être parce que les Français n'ont plus rien à espérer...

Mon voyage m'a donné l'opportunité de réfléchir à ce que nous sommes, à ce que nous faisons: l'Inde, c'est presque trois fois la population de l'Union Européenne. L'Inde, c'est aussi 3,000 ans d'histoire, une culture au moins aussi prestigieuse et riche que la nôtre. Bien sûr les premières images qui viennent à l'esprit sont l'extrême pauvreté des bidonvilles de Calcutta, les violences religieuses, la corruption des politiciens, le développement spectaculaire de l'IT, etc.

Mais l'Inde c'est aussi l'acquisition au Luxembourg d'Arcelor

par le groupe Mittal, la prodigieuse progression sur nos marchés aussi des familles Tata ou Hinduja. Nos politiciens européens sont très doués pour blâmer la globalisation, pour expliquer la faillite de notre système économique et financier: ils ont pris exemple sur les commentateurs sportifs blâmant le vent, l'arbitre ou le terrain quand leur équipe perd au lieu d'admettre tout simplement que les autres sont meilleurs!

Un exemple?

Nous sommes loin d'être des nuls, ce qui est nul chez nous, c'est la politique!

L'Inde restera pour les années qui viennent un pays en plein développement avec une croissance à deux chiffres parce qu'ici, en Inde, il y a tout à faire.

Il y a des gens qui rêvent d'acheter leur première voiture alors que nous, en Europe, nous pensons éventuellement au remplacement d'un véhicule qui est comme neuf (grâce à la qualité de notre fabrication) après trois ans d'usage.

L'Inde est le premier pays du monde pour ce qui est des financements de projets (US\$ 82 milliards), loin devant les Etats Unis (US\$ 33 milliards) et même la Chine (US\$ 10 milliards).

En Inde il n'est pas question de semaine de 35 heures ou de la retraite à 60 ans. Dix personnes font le travail d'une seule; mais dans ce contexte la notion de chômage n'existe pas! La motivation des indiens de construire un avenir meilleur pour leurs enfants est présente à tous les moments de la vie: la qualité de l'éducation de base est supérieure à celle que l'on trouve en Europe, des efforts considérables sont fait pour développer une certaine hygiène de vie.

- Certes, il y a une immense corruption du personnel politique et de l'administration, mais elle est dénoncée quotidiennement par une presse libre et tenace. En matière de corruption nous sommes de toute manière des experts: des scandales sexuels qui éclaboussent toujours plus de politiciens, le cas Berlusconi ou celui des piscines des parlementaires anglais en passant par l'affaire Betancourt... et toutes celles que nous ne connaissons pas.

- Protection du consommateur ou protection sociale? Quid de la dioxine en Allemagne, des erreurs

judiciaires à répétition, etc.? Une Europe avec 10% de chômeurs, ce n'est pas un modèle de protection sociale. Que 60% du coût du travail soit constitué de taxes diverses n'est pas non plus un modèle de protection sociale que le monde nous envie.

La vraie peur des Européens

Avons-nous, Européens, des raisons d'avoir peur de la Chine et de l'Inde? Certainement! Faisons un peu de politique fiction: nous sommes vers la moitié du XIX^e siècle et les Indes et la Chine, appauvris par la mauvaise gestion de politiciens corrompus et incompetents, assommées par les taxes et les échecs, tombent comme des fruits pourris sous la domination du super pouvoir de l'époque, la Grande-Bretagne. Début XXI^e siècle: une Europe désunie, dirigée par des politiciens corrompus et incompetents, appauvrie et assommée de taxe est conquise par les groupes financiers et industriels chinois et indiens... L'histoire se répète parfois à l'envers.

L'Europe n'existe pas, disais-je en titre: il n'y a pas d'Europe. L'Europe n'est pas un pays, ce n'est même pas une fédération de pays. Les Français et les Hollandais n'ont pas voulu de la constitution qui aurait fait de l'Europe une fédération. L'Europe n'est aujourd'hui qu'une vague association de pays, une sorte de club, avec une présidence tournante garante de la continuité stratégique (aujourd'hui entre les mains de la catholique Pologne et demain du super politiquement correct Danemark). Pour couronner le tout une commission européenne impuissante. Je n'en veux qu'un exemple: aujourd'hui nous procédons à la révision des directives MiFID et Intermédiation d'Assurance – ensemble avec une initiative sur les produits complexes (PRIP's) dans le but d'assurer une meilleure protection du consommateur. La Commission européenne, dans ses attendus, réclame plus d'harmonisation des réglementations. Que répondent les fonctionnaires nationaux gardiens du temple? Harmonisation minimum!

Même l'Inde ne survivrait pas à notre inflation de réglementations courtelinesques entretenues par une armée de fonctionnaires: l'Europe compte 100 autorités de supervision nationales du secteur

financier employant 255,000 bureaucrates! A faire frémir... N'importe quelle nation tomberait en faillite rien qu'à entretenir cette armée de fonctionnaires!

Le rôle de la FECIF

La FECIF bien entendu participe aux «consultations». Durant ce processus de consultations, nous avons travaillé en collaboration étroite avec les autres représentants du secteur (assureurs, consommateurs, etc.) ce qui montre que la société civile peut agir d'une manière citoyenne et responsable. Nous avons aussi posé notre candidature pour représenter les 500,000 intermédiaires financiers européens aux comités consultatifs des trois autorités de supervision européenne créées par la Commission européenne. Notre candidature n'a pas été retenue, les représentants des autorités nationales préfèrent des participants plus dociles pour parler au nom de la société civile. C'est un bon test de démocratie pour cette Europe qui prétend dicter aux Arabes, aux Chinois, aux Indiens et au reste du monde comment ils doivent se conduire...

L'Europe, un modèle à suivre?

L'Europe serait plus crédible si elle était un modèle à suivre, une «success story» au lieu d'une faillite. Nous n'avons pas le Coran pour nous guider mais la dictature du Principe de Précaution et du Politiquement Correct servie par une armée d'Ayatollahs (les régulateurs) dont l'enquête menée par le gouvernement américain (<http://www.bbc.co.uk/news/business-12297002>) démontre, s'il en était encore besoin, que les régulateurs sont les premiers responsables de la crise. En fait, l'Europe d'aujourd'hui n'est pas très différente de celle du XVIII^e siècle quand l'église catholique dominait la pensée unique avec la même dose forcée d'hypocrisie militante que les politiciens d'aujourd'hui.

Un modèle? Lorsqu'en Europe les différences entre les plus riches et les plus pauvres ne dépasseront plus les écarts entre ce que gagne un magnat de l'industrie indienne et le mendiant du bidonville de Calcutta. L'Europe, au nom du politiquement correct demande plus de transparence à ses citoyens,



Des centaines de taxis dans les rues de Calcutta

consommateurs et contribuables, mais tolère le plus opaque des écrans de fumée pour les agissements de ses politiciens et de ceux qui financent sa dette considérable. Avec quelque chose comme € 4,000 milliards de déficit combiné l'Europe communautaire n'existe plus. C'est un malade sous perfusion, aux soins intensifs, palliatifs avancés, en attente de son enterrement prochain. Les Chinois et les autres achèteront sa dette, prendront possession des bijoux de famille et nous jouerons le rôle des singes que les enfants viennent visiter au zoo...

La sur-réglementation continuera (plus encore que l'immigration incontrôlée) de susciter les votes populistes croissants dans tous les Etats membres de l'Union Européenne. A titre d'exemple, une étude récente de la FECIF montre que 50% du temps d'un intermédiaire financier sert à satisfaire des exigences administratives, et non pas à servir son client. Plus la réglementation est complexe, moins elle est transparente. Avec un tel carcan de réglementations comment l'Europe va-t-elle pouvoir tenir tête à des places comme Dubaï, Singapour ou Hong Kong?

Europe: convergence ou concurrence fiscale?

Au sein même de l'Union Européenne l'importance des divergences en matière de fiscalité est frappante. Les taux de TVA s'évaluent de 16 à 25%; l'impôt sur les revenus personnels frappe les tranches les plus élevées de 16 à 56%, l'impôt sur les sociétés varie de 10 à 36,66%. Les mêmes écarts caractérisent le poids des prélèvements obligatoires (de 32% du PIB en Irlande à 58% en France) et des dépenses publiques (31,5% du PIB en Suisse contre 55,6% en France). Ce qui traduit aussi des structures fiscales différentes.

La Belgique condamne sa justice et sa police pour avoir fabriqué de fausses preuves dans l'affaire Kredietbank quand la France et l'Allemagne encouragent leurs services de police de corrompre les employés de banque pour obtenir des informations confidentielles sur leurs clients. Si un politicien ne respecte pas sa parole, il n'y a pas de sanction – même pas la perte du soutien populaire, ses pairs lui trouvent immédiatement un autre job.

Vincent J. Derudder, Calcutta



Naef Prestige, votre partenaire pour les propriétés d'exception



Naef Prestige
T + 41 22 839 38 88 - prestige@naef.ch
www.naef.ch